DÉFINITION

La départition est le recours à un magistrat professionnel (juge du tribunal d'instance jusqu'à la loi Macron et juge du TGI depuis la loi Macron et juge du tribunal judiciaire depuis le 1^{er} janvier 2020) pour compléter une formation du conseil de prud'hommes afin de dégager une majorité pour prendre une décision.

L'article L1454-2 du code du travail dispose: " *En cas de partage, l'affaire est renvoyée devant le même bureau de jugement ou la même formation de référé, présidé par un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. L'affaire est reprise dans le délai d'un mois.*

En cas de partage devant le bureau de conciliation et d'orientation, ce dernier renvoie l'affaire devant le bureau de jugement présidé par le juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes.

Les juges chargés de ces fonctions sont désignés chaque année, notamment en fonction de leurs aptitudes et connaissances particulières, par le président du tribunal judiciaire.

Article L. 1423-3

A sa demande et au moins une fois par an, le juge départiteur mentionné à l'article L. 1454-2 assiste à l'assemblée générale du conseil de prud'hommes

Article L1454-1-1 du code du travail dispose: " En cas d'échec de la conciliation, le bureau de conciliation et d'orientation peut, par simple mesure d'administration judiciaire :1° Si le litige porte sur un licenciement ou une demande de résiliation judiciaire du contrat de travail, renvoyer les parties, avec leur accord, devant le bureau de jugement dans sa composition restreinte mentionnée à l'article L. 1423-13. La formation restreinte doit statuer dans un délai de trois mois ;

2° Renvoyer les parties, si elles le demandent ou si la nature du litige le justifie, devant le bureau de jugement mentionné à l'article L. 1423-12 présidé par le juge mentionné à l'article L. 1454-2. L'article L. 1454-4 n'est pas applicable.

A défaut, l'affaire est renvoyée devant le bureau de jugement mentionné à l'article L. 1423-12.

La formation saisie connaît de l'ensemble des demandes des parties, y compris des demandes additionnelles ou reconventionnelles.

Article R1454-29 du code du travail: " En cas de partage des voix devant le bureau de jugement ou le bureau de conciliation et d'orientation, l'affaire est renvoyée à une audience ultérieure du bureau de jugement. Cette audience, présidée par le juge départiteur, est tenue dans le mois du renvoi.

En cas de partage des voix au sein de la formation de référé, l'affaire est renvoyée à une audience présidée par le juge départiteur. Cette audience est tenue sans délai et au plus tard dans les quinze jours du renvoi."

Article R1454-30 du code du travail: " Lorsqu'un conseiller prud'homme ne peut siéger à l'audience de départage, il pourvoit lui-même à son remplacement par un conseiller prud'homme de la même assemblée et appartenant, selon le cas, à sa section, à sa chambre ou à la formation de référé.

Lorsqu'il ne pourvoit pas lui-même à son remplacement, le président ou le vice-président relevant de sa section ou de sa chambre et de son assemblée pourvoit à ce remplacement dans les mêmes conditions.

Le conseiller prud'homme, le président ou le vice-président informe immédiatement le greffe de ce remplacement.

Devant le bureau de jugement, les remplacements ne peuvent avoir lieu que dans la limite d'un conseiller prud'homme de chaque assemblée.

ORIGINE

Le premier conseil de prud'hommes se composait de 5 patrons et de 4 ouvriers.

Le décret du 27 mai 1848 a établi l'égalité en nombre des deux éléments qui composaient le conseil de prud'hommes. Il donnait aux conseillers ouvriers les mêmes droits qu'à leurs collègues patrons.

La loi du 1er juin 1853 a annulé le décret du 27 mai 1848.

La loi du 15 juillet 1905 a substitué au nombre impair le nombre pair de juges pour composer le bureau de jugement et elle a instauré la départition. et le recours au juge de paix de la circonscription.

PARITÉ

Chaque formation du conseil de prud'hommes (bureau de conciliation, bureau de jugement, formation de référé) se compose d'un nombre égal de conseiller(s) employeur(s) et de conseiller(s) salarié(s).

Audiences de conciliation de jugement et de référé . L'article L1423-12 du code du travail dispose: "Le bureau de jugement se compose d'un nombre égal d'employeurs et de salariés, incluant le président ou le vice-président siégeant alternativement."

Parité aux audiences de référé

L'article L1423-12 du code du travail pose le principe de la parité pour la formation de référé: elle se compose d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié. Il s'agit de la parité exigée aux audiences.

La parité et le départage sont le gage de l'impartialité des conseillers

<> Le respect de l'exigence d'impartialité, imposé tant par les règles de droit interne que par l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, est assuré, en matière prud'homale, par la composition même des conseils de prud'hommes, qui comprennent un nombre égal de salariés et d'employeurs élus, par la prohibition d'ordre public de tout mandat impératif, par la faculté de recourir à un juge départiteur extérieur aux membres élus et par la possibilité, selon les cas, d'interjeter appel ou de former un pourvoi en cassation. (Cass. Soc, 19 déc. 2003, n° 01-16.956 D et 02-41.429 P+B+R+I - Sem. Soc. Lamy n° 1150 p.12).

MAJORITÉ & PARTAGE

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix par les conseillers qui siègent en audience. Chaque conseiller dispose d'une voix. Le président n'a pas voix prépondérante. Si aucune majorité ne se dégage, il y a partage de voix.

La nullité sanctionne la violation de la parité

<> Encourt la cassation le jugement prud'homal rendu par un bureau de jugement composé lors des débats et du délibéré de deux conseillers employeurs dont le président et d'un seul conseiller salarié. (Cass.Soc 28/02/96 - Cahiers Prud'h n° 9 de . 1996 p 137).

<> Une section du conseil de prud'hommes, composée exclusivement de conseillers salariés en raison du manque de candidats au collège employeur de la section agriculture lors du scrutin ayant précédé le prononcé de la décision, a légalement fonctionné en application de l'article L.515.8 du code du travail. (Cass. Soc. 26/06/86, Rosselet/Klai - Bull. 86 - V - n° 341).

MATÉRIALISATION DE LA DÉCISION DE PARTAGE DE VOIX

<> La décision écrite de départage se borne à enregistrer le désaccord entre les conseillers sur la solution à donner au litige et invite les parties à comparaître à une nouvelle audience (Cah.Prud'homaux n°6 de 1985 -Chron).

La décision qui constate le partage de voix est d'une espèce tout à fait particulière. Il ne s'agit pas d'un jugement à proprement parler puisqu'aucune majorité des voix n'a été dégagée. Il ne s'agit pas non plus d'une simple réouverture des débats puisque le renvoi en départage est le fruit d'une délibération collégiale et non pas la décision du seul président d'audience.

Les parties ayant été averties lors de la clôture des débats de la date du prononcé du jugement, elles doivent être prévenues au plus tôt, verbalement en

général après le délibéré, du départage. Cette « décision » doit être prononcée et notifiée aux deux parties concernées, étant entendu qu'il n'est pas toujours possible d'indiquer à ce moment la date de l'audience de départage.

La décision écrite de départage se borne à enregistrer le désaccord entre les conseillers sur la solution à donner au litige et invite les parties à comparaître à une nouvelle audience. Par hypothèse, les conseillers n'ont pas à la motiver, c'est-à-dire à exposer les raisons de droit ou de fond qui les inclinent au partage. (Cahiers Prud'homaux n° 6 de 1985 -Chronique).

DURÉE

L'affaire était renvoyée devant la même formation qui était présidée par le juge départiteur dans un délai bref :
- un mois pour les bureaux de conciliation ou de jugement - quinze jours pour la formation de référé.

Pour les départages postérieurs à la loi Macron le délai est d'un mois pour le bureau de jugement et la formation de référé (A noter que le départage en conciliation est renvoyé devant le bureau de jugement dans le délai d'un mois alors qu'auparavant la séance du bureau de conciliation était présidée par le juge départiteur).

DÉLAI NON RESPECTÉ

L'article R1454-29 du Code du travail ne prévoit aucune sanction à l'observation du délai pour fixer l'audience de départage

<> L'inobservation de ce délai n'est pas sanctionnée par la nullité de la décision intervenue sous la présidence du juge départiteur (Cass. soc., 6 oct. 1977 : Bull. civ. V, n° 519).

La cour d'appel de Toulouse a sanctionné un renvoi hors délai

<> En renvoyant une affaire devant le juge départiteur plus de douze mois après la déclaration de partage de voix, le conseil de prud'hommes ne respecte ni le délai des articles L515-3 (L1454-2) et R516-40 (R1454-29) du Code du travail ni le délai raisonnable de l'article 6 paragraphe 1 de la convention européenne des droits de l'homme et cette violation d'un principe fondamental de la procédure doit être sanctionnée et rend recevable l'appel nullité pour y remédier (Cour d'appel de Toulouse 4ème chambre 22/08/03 arrêt n°621 BANERAS / GALERIES LAFAYETTE).

La cour de cassation considère qu'un renvoi à 5 mois n'est pas abusif

<> La responsabilité de l'État n'est pas engagée lorsque la formation de départage n'a pas statué dans un délai de 5 mois qui n'est pas excessif. Bien que l'article R. 516-40 (R1454-29) du Code du travail, impose que l'audience de départage soit tenue dans le mois du renvoi, aucune sanction de l'inobservation de ce délai n'est prévue. (Cass. 1ère civ., 3 nov. 2004, n° F 03-14,760, F-P, Sté Inter-formation c/ Agent judiciaire du trésor: juris-Data n° 2004-025430).

Durée excessive = faute lourde du service public de la justice

La durée du délibéré après l'audience du 07 novembre 2011, et à l'issue "duquel le Conseil de Prud'hommes s'est déclaré en partage de voix, apparaît excessive, de même que la durée de fixation de l'affaire devant le bureau de jugement présidé par le juge départiteur -soit 13 mois- et dépasse le délai raisonnable dans lequel la justice doit être rendue, particulièrement en matière de conflit du travail portant sur des points importants pour la situation professionnelle du demandeur et devant être évoqué et jugé avec célérité, et ce alors même que l'article R. 1454-29 du code du travail prévoit que l'audience présidée par le juge départiteur "est tenue dans le mois du renvoi".

Cette excessive et anormale durée de l'instance constitue une faute lourde du service public de la justice occasionnant à Madame BM un préjudice certain, en réparation duquel il convient de lui allouer la somme de 4.500 € (TGI de Thonon 22/05/14 - 13/857).

DÉPARTITEUR

Le juge départiteur est un magistrat professionnel. C'est un juge du TRIBUNAL JUDICIAIRE désigné par le président du tribunal judiciaire.

AUDIENCE

* L'audience de départage se tient au conseil de prud'hommes. Elle est présidée par le juge départiteur.

* La formation de départage se compose du juge départiteur et des mêmes conseillers prud'hommes qui sont assistés du greffier d'audience.

* Les débats sont repris, c'est à dire que les justiciables doivent à nouveau plaider.

Lorsqu'un conseiller prud'homme est empêché de siéger à l'audience de départage, il peut se faire remplacer par un autre conseiller. Ces remplacements ne peuvent avoir lieu que dans la limite d'un conseiller par élément. **Sauf pour les départages de l'article L. 1454-1-1. Du code du travail (renvoi direct depuis le bureau de conciliation et d'orientation)**

* Si la formation de départage n'est pas réunie au complet, le juge départiteur, à l'issue du délibéré, statue seul quel que soit le nombre de conseillers présents et même en l'absence de tout conseiller prud'homme, après avoir recueilli l'avis des conseillers présents. Le jugement doit le mentionner à peine de cassation (Soc. 20.03.96 Bull. 96 V n° 106).

La formation doit être au complet pendant toute l'audience c'est à dire pendant les débats et pendant le délibéré.

Le jugement doit mentionner si la formation était au complet et s'il y a eu remplacement de conseiller(s)

<> Doit être cassé un jugement, dont les mentions font apparaître que le bureau du conseil de prud'hommes, ne s'est pas réuni au complet lors des débats de l'audience de départage et du délibéré et que le juge départiteur n'a pas statué seul, mais, au contraire que les trois conseillers prud'hommes présents ont eu voix délibérative. (Cass. Soc. 18/01/89 Bull. 89 V n° 38).

<> Lorsque la formation n'est pas au complet, le jugement doit mentionner à peine de nullité que le juge départiteur a statué seul après avoir pris l'avis des conseillers présents (cour d'appel Amiens 18/01/ 1991 Cah. Prudh. 91 NC 3 p.35).

<> Encourt la cassation le jugement prud'homal rendu sous la présidence du juge départiteur sans mentionner qu'il eût statué seul conformément aux prescriptions de l'article R.516-40 (R1454-30) du code du travail (Cass. Soc. 27/02/85 - Bull. 85 V n° 128).

<> Doit être déclaré nul le jugement rendu en audience de départage qui mentionne la seule présence du juge départiteur et des assesseurs salariés, sans indiquer que le juge départiteur ait statué seul à l'issue des débats après avoir recueilli l'avis des conseillers présents. (2^{ème} Ch. Soc. Cour d'appel d'Amiens 18/01/90 - Cah.Prud'homaux. n°3 - 1991 P. 35).

<> Si lors de l'audience de départage la formation n'est pas réunie au complet, le juge départiteur à l'issue des débats statue seul quel que soit le nombre de conseillers prud'hommes présents et même en l'absence de tout conseiller prud'hommes après avoir recueilli l'avis des conseillers

présents. (Cass.Soc. 16/02/87 - Cah.Prud'homaux. n°1 - 1988 P.5).

DÉPARTAGE PARTIEL

<> Il résulte de la combinaison des articles R1454-23 et R1454-29 et suivants du code du travail que le bureau de jugement statue à la majorité absolue des voix par un jugement susceptible de voies de recours sur toutes les questions sur lesquelles les conseillers prud'homaux se sont prononcés majoritairement et que lorsque les voix se partagent également entre les membres du bureau de jugement les débats doivent être repris sur les seules questions sur lesquelles la majorité n'a pu se former, l'audience du bureau de jugement étant alors présidée par le juge d'instance (Cass. Soc. 22/12/88 Bull. 88 V n° 702).

<> Le conseil de prud'hommes peut se partager sur une partie seulement des chefs de demande dont il est saisi, et se prononcer sur les autres. Dans ce cas, le juge départiteur n'est saisi que des seuls chefs ayant donné lieu à partage, et non de la totalité des demandes (Cass.Soc 10/07/86 Bulletin 1986 V N° 379).

<> Lorsque le départage porte sur une mesure d'instruction, les débats se poursuivent devant la formation paritaire normale après l'achèvement de la mesure d'instruction.

<> La formation de départition est nécessairement dessaisie par la décision qu'elle rend. L'affaire doit être à nouveau évoquée devant le bureau de jugement dans sa formation normale lorsqu'elle revient après exécution de la mesure d'instruction conformément aux dispositions de l'article L1421-1 du code du travail (Ch. soc. cour d'appel de Nîmes 11/09/92 - Cahiers Prud'homaux n°1 de 1993 p.3).

CARACTÈRE

La présidence d'une formation par un magistrat professionnel en cas de partage de voix ne confère pas au conseil de prud'hommes le caractère d'une juridiction échevinale. La formation de départage présidée par un magistrat professionnel n'est qu'une formation de la juridiction prud'homale et non une juridiction échevinale (Cass 2ème civ 26/11/90 n°90-11.749 Bull II n° 250).

CIRCULAIRE DU 8 OCTOBRE 1986 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

La circulaire du 8 octobre 1986 du ministère de la justice relative à l'échange d'informations entre magistrats chargés du contentieux social et les conseillers prud'hommes et à la procédure de départage rappelle les obligations qui pèsent sur le juge départiteur:

"II - Les juges départiteurs

Il arrive que le juge départiteur statue seul alors que tous les Conseillers sont présents lors de l'audience de départage. Cette façon de procéder est non seulement discutable sur le plan juridique, mais en outre elle prive les Conseillers Prud'hommes d'une occasion d'avoir sur le terrain des contacts enrichissants avec un magistrat professionnel.

Il est très souhaitable, au contraire, que le juge départiteur indique aux conseillers, pour chaque affaire, la méthode selon laquelle il convient de classer les faits, les points de droit à examiner et le raisonnement juridique permettant d'aboutir à une décision. En toute hypothèse, les Conseillers doivent délibérer avec le juge départiteur ou, lorsque la formation de départage n'est pas réunie au complet, être invités à exprimer leur avis.

Je vous serais obligé de bien vouloir rappeler ces principes aux juges départiteurs compétents dans le ressort de votre cour."

La départition est régie par les articles L1454-1-1, L1454-2, L1454-3, L1454-4, R1454-23, et R1454-29 à R1454-32 du code du travail.

Article L1454-1-1 du CT (alinéa 1 à 3) En cas d'échec de la conciliation, le bureau de conciliation et d'orientation peut, par simple mesure d'administration judiciaire :

1° Si le litige porte sur un licenciement ou une demande de résiliation judiciaire du contrat de travail, renvoyer les parties, avec leur accord, devant le bureau de jugement dans sa composition restreinte mentionnée à l'article L. 1423-13. La formation restreinte doit statuer dans un délai de trois mois ;

2° Renvoyer les parties, si elles le demandent ou si la nature du litige le justifie, devant le bureau de jugement mentionné à l'article L. 1423-12 présidé par le juge mentionné à l'article L. 1454-2. L'article L. 1454-4 n'est pas applicable.....

Article L1454-2 du CT En cas de partage, l'affaire est renvoyée devant le même bureau de jugement ou la même formation de référé, présidé par un juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes. L'affaire est reprise dans le délai d'un mois.

En cas de partage devant le bureau de conciliation et d'orientation, ce dernier renvoie l'affaire devant le bureau de jugement présidé par le juge du tribunal judiciaire dans le ressort duquel est situé le siège du conseil de prud'hommes.

Les juges chargés de ces fonctions sont désignés chaque année, notamment en fonction de leurs aptitudes et connaissances particulières, par le président du tribunal judiciaire.

Article L1454-3 du CT Lorsqu'un conseiller prud'homme est empêché de siéger à l'audience de départage, il est remplacé dans les limites et selon les modalités déterminées par décret.

Article L1454-4 Si, lors de l'audience de départage, le bureau de jugement ou la formation de référé ne peut se réunir au complet, le juge départiteur statue dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Article R1454-23 du CT Les décisions du bureau de jugement sont prises à la majorité absolue des voix.

Si cette majorité ne peut se former, il est procédé comme en cas de partage des voix. Les débats sont repris.

Article R1454-29 du CT En cas de partage des voix devant le bureau de jugement ou le bureau de conciliation et d'orientation, l'affaire est renvoyée à une audience ultérieure du bureau de jugement. Cette audience, présidée par le juge départiteur, est tenue dans le mois du renvoi.

En cas de partage des voix au sein de la formation de référé, l'affaire est renvoyée à une audience présidée par le juge départiteur. Cette audience est tenue sans délai et au plus tard dans les quinze jours du renvoi.

Article R1454-30 du CT Lorsqu'un conseiller prud'homme ne peut siéger à l'audience de départage, il pourvoit lui-même à son remplacement par un conseiller prud'homme de la même assemblée et appartenant, selon le cas, à sa section, à sa chambre ou à la formation de référé.

Lorsqu'il ne pourvoit pas lui-même à son remplacement, le président ou le vice-président relevant de sa section ou de sa chambre et de son assemblée pourvoit à ce remplacement dans les mêmes conditions.

Le conseiller prud'homme, le président ou le vice-président informe immédiatement le greffe de ce remplacement.

Devant le bureau de jugement, les remplacements ne peuvent avoir lieu que dans la limite d'un conseiller prud'homme de chaque assemblée.

Article R1454-31 Quel que soit le nombre des conseillers prud'hommes présents et même en l'absence de tout conseiller prud'homme, lorsque lors de l'audience de départage la formation n'est pas réunie au complet, le juge départiteur statue seul à l'issue des débats. Il recueille préalablement l'avis des conseillers présents.

A l'issue des débats et si la décision n'est pas immédiatement rendue, le juge départiteur indique aux parties la date à laquelle le jugement sera prononcé, le cas échéant par sa mise à disposition au greffe de la juridiction.

Si l'il décide de renvoyer le prononcé du jugement à une date ultérieure, le président en avise les parties par tous moyens. Cet avis comporte les motifs de la prorogation ainsi que la nouvelle date à laquelle la décision sera rendue.

Article R1454-32 du CT Lorsqu'un renouvellement général des conseils de prud'hommes rend impossible le renvoi d'une affaire ayant fait l'objet d'un partage de voix antérieur à ce renouvellement, cette affaire est reprise, suivant le cas, devant, le bureau de jugement ou la formation de référé.

Ces bureaux et formation reprennent l'affaire dans leur composition nouvelle sous la présidence du juge départiteur.

Lorsque le partage des voix a eu lieu à l'issue d'une audience du bureau de conciliation et d'orientation, l'affaire est reprise devant le bureau de jugement. .

DÉLIBÉRÉ À 5 LA DÉCISION EST PRISE À LA MAJORITÉ

Si les débats qui se sont instaurés au cours du délibéré amènent certains conseillers prud'hommes à changer d'avis, la position du juge peut très bien alors devenir minoritaire. Cette éventualité montre bien que le juge d'instance ne domine pas obligatoirement le délibéré lorsque la formation est au complet.